

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

Bobigny, le 02/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DA COSTA METAUX**

116 avenue Jean Mermoz  
93120 La Courneuve

Références : \_  
Code AIOT : 0007408076

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2026 dans l'établissement DA COSTA METAUX implanté 116 AVENUE JEAN MERMOZ 93120 La Courneuve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Un incendie s'est déclaré dans les locaux au niveau du stockage des câbles électriques le 01 janvier 2026 aux alentours de 06h30. Le gardien, présent sur le site, a alerté les secours. L'incendie n'a concerné que la zone de stockage de câbles et a été maîtrisé par les services de secours et d'incendie. Il n'y a pas eu d'impacts majeurs sur l'environnement. Le site est équipé d'un système de télésurveillance vidéo contre l'intrusion, mais les images, stockées dans un serveur sur le site, n'étaient pas disponibles au moment de l'inspection, le serveur ayant été récupéré pour le remettre en état. L'Inspection n'a pas été informée par l'exploitant de l'incident au moment du sinistre. L'exploitant a effectué la télédéclaration d'incident le 06/01/2026.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DA COSTA METAUX
- 116 AVENUE JEAN MERMOZ 93120 La Courneuve
- Code AIOT : 0007408076
- Régime : Autorisation rubrique 2718
- Régime : Déclaration rubrique 2713
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant réalise du tri/transit de divers métaux et de batteries.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant :

- de justifier la présence du système d'obturation des réseaux d'évacuation, fournir la consigne d'utilisation de ce système et s'assurer que le personnel concerné est formé et entraîné à sa manœuvre
- de transmettre un plan de défense contre l'incendie.
- d'installer un système de détection automatique de départ d'incendie déclenchant une alarme et un système d'alerte

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Détection et surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection et surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent.</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique que le gardien du site est logé sur place. Il a été réveillé par le bruit de l'incendie et la fumée épaisse. Il a prévenu les services de secours et a sorti le chariot élévateur et quelques palettes facilement accessibles dans la rue.</p> <p>Il n'y a pas de système de détection incendie dans la partie exploitation ni de système d'alerte ou d'alarme.</p> <p>Une télésurveillance vidéo destinée à détecter les intrusions était active sur tout le site. Les images de l'incendie n'ont pas pu être visionnées au moment de l'inspection. Le serveur se trouvait dans le bureau et a été envoyé en maintenance.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant, sous 2 mois, à l'exploitant d'installer un système de détection automatique de départ d'incendie déclenchant une alarme et un système d'alerte conforme à la prescription. Cette disposition est applicable aux installations existantes depuis le 01/01/2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Traçabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis l'état des stocks présents avant l'incendie. Cet état des stocks n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Isolement du réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport.[...] Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que lors de l'incendie, à sa connaissance, la vanne est restée ouverte. Le système d'obturation et les consignes d'utilisation n'ont pas pu être montrés lors de la visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant, sous 2 mois, de justifier la présence du système d'obturation des réseaux d'évacuation, de fournir la consigne d'utilisation de ce système et de s'assurer que le personnel concerné est formé et entraîné à sa manœuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'Inspection le dernier rapport de vérifications des installations électriques daté du 03/04/2025 réalisé par un organisme agréé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.  Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li><li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li><li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li><li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li><li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une</li></ul>

<p>description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li> <li>- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan de défense incendie. Il a transmis à l'inspection, les consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie daté du 25/01/2020.</p> <p>Ce plan pourtant exigé depuis le 01/07/2024 aurait pu permettre d'identifier et d'actionner le dispositif d'isolement des réseaux de collecte des eaux et maintenir les eaux d'extinction incendie sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de 3 mois de mettre en place un plan de défense contre l'incendie conforme à la prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription,</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>